

Six grandes villes canadiennes s'engagent à censurer la critique de l'Islam et des musulmans

écrit par Durandurand | 6 juillet 2016



Le processus d'Istanbul, c'est maintenant. Le processus d'Istanbul, c'est fait.

L'OCI avait échoué à faire interdire la critique de l'islam sur toute la planète à l'ONU ? Peu importe, il suffit d'être actif, menaçant, et d'utiliser l'argent du pétrole pour imposer la charia sur toute la planète.

<http://resistancerepublicaine.com/2013/10/05/le-journal-des-resistants-de-resistance-republicaine-repris-sur-un-site-gallois/>

<http://resistancerepublicaine.com/2012/07/24/aux-armes-citoyens-la-france-main-dans-la-main-avec-loci-qui-veut-retablir-le-blaspheme-a-lechelle-planetaire/>

<http://resistancerepublicaine.com/2012/09/21/loci-prete-pour-relancer-le-processus-distambul/>

<http://resistancerepublicaine.com/2016/03/26/cest-fait-lislamo-phobie-consideree-comme-un-discours-de-haine-sur-les-reseaux-sociaux/>

Boum : six grandes villes Canadiennes s'engagent à censurer la critique de l'Islam et des musulmans

Toronto, Montréal, Vancouver, London, Windsor et Calgary s'engagent à censurer la critique de l'Islam et des musulmans. Ils ont signé simultanément lundi, 4 juillet 2016, la *Charte pour des communautés inclusives* et pour condamner l'islamophobie.

Cette initiative répond à un appel lancé par le Conseil national des musulmans canadiens (National Council of Canadian Muslims – NCCM) qui dénonce une augmentation du « nombre d'actes islamophobes au pays. »

La Confrérie islamiste des Frères musulmans prétend que « les incidents à caractère haineux visant les Canadiens musulmans sont en croissance non seulement en nombre, mais aussi en intensité surtout contre les jeunes femmes musulmanes ».

En signant la Charte, ces municipalités s'engagent envers les communautés musulmanes afin de mettre en place des politiques, des programmes et des initiatives qui visent à réduire et interdire l'islamophobie sous toutes ses formes.

Cette nouvelle disposition permettrait à des personnes musulmanes qui se disent victimes de déposer des plaintes, et éventuellement de recevoir des compensations, le cas échéant.

La nouvelle disposition assimile la critique de la religion islamique à un «discours de haine»

La nouvelle disposition vise de façon beaucoup plus générale toutes les critiques publiques des pratiques musulmanes qui seront prohibées et assimilées à une discrimination. Donc on n'a pas besoin d'être une victime directe ni de le démontrer.

Lorsque, par exemple, des femmes musulmanes vêtues de la tête aux pieds se baignent dans une piscine publique, il n'y aurait aucun moyen de dénoncer cette situation. Là, il y aurait moyen que des groupes musulmans poursuivent l'individu qui dénonce cette incivilité. C'est donc la liberté d'expression qui est en cause. De même, si un musulman décapite un infidèle en récitant un verset du coran ou en hurlant Allah est le plus grand (Allahou Akbar), le dénoncer sera passible de poursuites, puisqu'il se conforme à sa religion. Idem s'il agresse des juifs dans la rue, puisque le coran dit de les « trouver derrière chaque arbre et chaque rocher ». La vie des jihadistes va subitement devenir infiniment plus confortable.

Et bien entendu, le Conseil national des musulmans canadiens trouve louable cette nouvelle disposition.

Les islamistes canadiens, qui agissent à travers des groupes de pressions très bien organisés dans les grandes provinces et villes Canadiennes, ont réussi à convaincre les élus canadiens à empêcher toute mesure qui vise à restreindre les pratiques musulmanes contestables. Un de leurs principaux objectifs est de monopoliser l'espace public.

Cette initiative limite la liberté d'expression, elle est inquiétante. Les islamistes canadiens cherchent à faire reculer les libertés dans le pays, et en particulier la liberté d'expression, fondement de la démocratie.

Les grandes villes qui prônent la censure leur font une dangereuse concession. En fait, on pourrait presque dire qu'ils encouragent le terrorisme, puisqu'à la suite de deux attentats (Fusillade au parlement à Ottawa et attentat à Saint-Jean-sur-Richelieu) le Canada veut limiter la critique de l'Islam. Or si on ne pourra plus dans le futur critiquer l'Islam au Canada, c'est que les grandes villes canadiennes se soumettent à la Sharia.

Ne ratez aucun des articles de Dreuz, [inscrivez-vous gratuitement à notre Newsletter.](#)

Quel est le message envoyer par Toronto, Montréal, Vancouver, London, Windsor et Calgary ?

Le message, c'est que la question de l'islamophobie est devenue un instrument efficace aux mains des lobbyistes musulmans qui veulent faire reculer tranquillement la liberté d'expression et avancer à petit pas la Sharia.

La présence active des groupes de pressions musulmans dans les arènes nationale – provinciale, municipale – contribue au développement d'une gouvernance incertaine au Canada ébranlée par l'Islam et chargée de faire accepter progressivement aux Canadiens l'ordre et la vision islamiques.

Nombre d'élus et d'intellectuels Canadiens sont récupérés par la question de l'islamophobie surtout dans les cercles multiculturels au service propagande islamique.

Les buts liberticides et obscurantistes de l'Organisation de coopération islamique

(OCI) sont en voie d'être atteints au Canada. La chasse à l'islamophobie a été ordonnée, depuis 2015, par l'OCI à son sommet La Mecque.

L'OCI, qui est la plus grande organisation internationale après l'ONU, s'engageait alors à être solidaire des minorités musulmanes et des communautés immigrées dans les pays non musulmans.

Reproduction autorisée avec la mention suivante : © Souhail Ftouh pour [Dreuz.info](http://www.dreuz.info).

<http://www.dreuz.info/2016/07/05/boum-six-grandes-villes-canadiennes-sengagent-a-censurer-la-critique-de-lislam-et-des-musulmans/>